

burlesques, envoyées aux siècles passés par quelques potentats d'Extrême Asie aux souverains d'Occident ¹.

Convention
Alcock.
1869.

Par l'article xxvii du traité anglais de T'ien Tsin, il était convenu qu'au bout de dix ans une nouvelle révision du Tarif et des Articles Commerciaux de ce Traité pourrait être demandée. Il marque en effet : « Il est convenu que l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes peut demander une nouvelle révision du Tarif et des Articles Commerciaux de ce Traité au bout de dix ans ; mais si aucune demande n'est faite d'une part ou de l'autre dans les six mois après la fin des dix premières années, alors le tarif restera en force pendant dix années de plus, comptées de la fin des dix années précédentes ; et il en sera ainsi, à la fin de chaque période de dix années. » Le ministre d'Angleterre, Sir Rutherford ALCOCK, voulant s'entourer de toutes les garanties possibles, demanda aux résidents anglais, voire étrangers, des ports ouverts au commerce, quelles observations pouvait leur suggérer le traité de T'ien Tsin et quelles améliorations il leur semblait désirable d'obtenir. Des réponses, quelques-unes remarquables par leur teneur, vinrent des Chambres de Commerce ou des Missionnaires de Chang Hai, Fou Tcheou, Amoy, Hong Kong, T'ien Tsin, Swatow, Ning Po. Après de longues et difficiles négociations, Alcock signait le 23 octobre 1869 une Convention complémentaire en seize articles à laquelle était joint un commentaire explicatif de Robert Hart. Alcock n'avait pas tenu un compte suffisant des réclamations de ses compatriotes, en particulier de ceux de Hong kong. Devant la désapprobation générale des négociants anglais, le Gouvernement britannique renonça à ratifier la Convention, et le crédit d'Alcock ne se releva jamais de cet échec.

Massacre de
T'ien Tsin,
1870.

Depuis longtemps les passions populaires étaient surexcitées contre les étrangers en général et les missionnaires en particulier. Toute tentative de réforme était considérée comme sacrilège ; les efforts même pour améliorer l'éducation chinoise si arriérée, et faire pénétrer dans la nation quelques-unes des notions scientifiques qui lui manquent

1. HENRI CORDIER, — *Relations de la Chine*, I, pp. 282 seq.